

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°28 - VENDREDI 13 MARS 2009

## LE MERLE MOQUEUR

Le troisième refus de la cour d'appel de Paris concernant la libération de Julien Coupat est la confirmation, si besoin était, de l'existence d'une justice politique en France.

Il y a belle lurette que nombre d'entre nous ne pensent plus vivre dans le berceau des droits de l'Homme. Toutefois, si nous ne sommes plus des enfants sur le sujet, nous refusons de devenir adultes et continuerons d'être des adolescents rêveurs d'une justice égale pour toutes et tous.  
Libérez Julien Coupat !

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

- [Amplifions la mobilisation](#)
- [Combien de divisions ?](#)
- [Contacts tous azimuts](#)
- [Europe : signez l'appel !](#)
- [Sur l'agenda les 28 et 29 mars !](#)

## Pauvre Martin, pauvre jeunesse

En mars 2009, Martin Hirsch vient de lancer un round de discussions pour préparer le « grand chambardement » des politiques de la jeunesse. L'objectif : permettre aux 16-25 ans d'accéder à « l'autonomie ». Personne ne conteste cette ambition, tant la pauvreté s'est rajeunie ces dernières années, en raison de la précarité du travail et de la pénurie de logements accessibles. Mais pour réussir, Martin Hirsch devra surmonter les appréhensions de l'UMP, et, plus dur, les tabous du Medef.

Pour les premières, il faudra par exemple faire accepter à la droite que les jeunes sans ressources puissent bénéficier d'un revenu minimum. Or, le RMI, devenu RSA, est toujours interdit aux moins de 25 ans, en vertu d'une discrimination d'Etat qui n'a d'autre justification qu'une volonté de bizutage social de jeunes assimilés à des assistés en puissance. On attend donc de Martin Hirsch qu'il plaide pour une allocation d'autonomie et pour une aide décente aux jeunes précaires sans emploi. Sans revenu suffisant, il est impossible aux jeunes d'accéder à la location, et les aides personnelles au logement, si elles sont connectées au montant du loyer, ne peuvent qu'alimenter la hausse des prix.

Pour ce qui est des tabous du Medef, il faudra bien les lever si l'on veut rémunérer les stagiaires à la hauteur du travail qu'ils fournissent aux entreprises et à la fonction publique. Pour l'instant, on en reste aux 398 euros de rigueur pour les stages de plus de trois mois dans le privé et... rien du tout dans la public. Tout le monde, ministres compris, trouve cela scandaleux, mais Matignon et l'Elysée refusent de froisser le Medef. Quant à financer les services publics pour qu'ils rémunèrent leurs stagiaires, on a presque l'impression de demander la lune...

En attendant, Hirsch est donc resté prudent sur ses positions, il écoute et se tait. Mais quand on voit le résultat de son action quant à la mise en place du Revenu de solidarité active (RSA) voté en 2008, on s'aperçoit que le « chambardement » n'est pas évident. D'une part, la droite a eu droit à son assignation au travail : les pauvres méritants et indemnisés sont ceux qui acceptent toute offre d'emploi. D'autre part, le Medef a eu droit à son travail précaire, et même subventionné par l'Etat, qui complète les salaires de misère des salariés à temps partiel. A moins d'un changement idéologique à droite, le gouvernement auquel appartient Martin Hirsch ne pourra que censurer ses (éventuelles) bonnes idées...

● MANUEL DOMERGUE (collectifs Génération précaire et Jeudi Noir)

## Edouard Balladur vient de remettre à Nicolas Sarkozy ses propositions pour la réorganisation des territoires. Ces propositions devraient venir en débat au Parlement d'ici l'été. Derrière leur caractère technique, il s'agit de réformes structurantes pour un pays. Décryptage et questions.

### Balladur et la compétitivité des territoires

La commission Balladur vient de rendre ses propositions pour une réorganisation des territoires (1). L'objectif de ces propositions se trouve dans les quelques lignes d'introduction du rapport titré *Il est temps de décider*: «*Le sentiment se répand que les choses ne peuvent continuer ainsi: les collectivités jouent un grand rôle dans le développement économique de notre pays, elles pourraient en jouer un plus grand encore si elles étaient modernisées dans leurs structures, leurs compétences et leur financement*».

Que des considérants politiques animent le commanditaire du rapport (Nicolas Sarkozy) et son rédacteur (le mentor du premier, Edouard Balladur) ne fait aucun doute. Mais il ne s'agit pas là du fond des

motivations. Cette réforme vise à augmenter la compétitivité économique des territoires et du territoire national. Les propositions de la commission Balladur sont basées sur un consensus droite/PS autour des objectifs d'efficacité, de compétitivité. En simplifiant, on peut dire que la notion de compétitivité n'est pas interrogée et que ce qui diffère entre PS et UMP porte pour l'essentiel sur le niveau de la redistribution, d'une part, et sur la manière d'atteindre cette compétitivité, d'autre part. C'est sur ce terrain que doit porter la critique et s'élaborer des contrepropositions. Ce chantier est bien celui d'inventer un autre mode de développement, démocratique, solidaire et écologique en temps de mondialisation.

### Les propositions de la commission Balladur sont basées sur un consensus droite/PS autour des objectifs d'efficacité, de compétitivité.

### Un autre mode développement

Un des aspects les plus graves de la réforme proposée est la remise en cause du principe de «compétence généralisée» qui donne la possibilité à chaque collectivité de prendre en charge toute activité demandée par la population qui réside sur son territoire. Sous l'aspect

d'une mesure «technique», pour «simplifier le mille-feuilles», les propositions de Balladur institutionnalisent la séparation entre le social et une économie avec ses lois «naturelles» de la compétition. Concrète-

ment, aujourd'hui, un département qui a la charge de l'aide sociale peut aussi intervenir sur le terrain des transports ou de l'activité économique bien que cela ne soit pas dans son champ de compétence obligatoire. Demain il ne le pourra plus. La réforme Balladur propose de conforter les régions en les agrandissant (15 au lieu de 22), d'en faire des acteurs économiques forts, renvoyant au département et aux communes la charge de la gestion sociale. C'est pourtant dans l'articulation d'une politique économique, sociale et environnementale que peut s'élaborer un autre mode développement. Outre l'impossibilité concrète de mettre en œuvre de telles politiques, ce sont des espaces d'expérimentation et de réflexion qui se ferment.

### La démocratie un atout

La réforme Balladur est empreinte de l'idée que la démultiplication des lieux de décision et d'élaboration est un ●●●

### LA CONSTRUCTION ET LA GESTION URBAINE, UN ENJEU ÉCONOMIQUE CONSIDÉRABLE

Les entreprises de base françaises opérant dans le domaine de l'urbain sont particulièrement fortes à l'échelle internationale. A l'heure où la croissance des villes ne se dément pas au niveau planétaire, il y a là un terrain d'expansion considérable pour les majors du bâtiment, de l'eau, de l'énergie, du traitement des déchets, des transports en commun (Veolia, Bouygues, Edf, Suez, Alcatel...). Ce secteur est, avec l'automobile, l'armement, l'aéronautique, le quatrième pilier de l'industrie française. Promouvoir la modernisation des grandes villes notamment au travers de concessions et marchés accordés à ces majors est une façon de positionner ces entreprises sur le marché mondial. Le nouveau pouvoir accordé par le comité Balladur aux métropoles pourrait y contribuer : ces métropoles de plus de 400 000 habitants récupèrent tous les pouvoirs décisionnaires, y compris ceux ressortant des départements. Dans ces grands espaces agglomérés, la place du service public et celle de ces majors sera l'objet de conflits d'intérêts majeurs. *Cerises* y reviendra au travers du dossier de l'eau. C.T.

●●● frein à l'efficacité. En ligne de mire, les communes et les départements. Les premières seront fortement invitées à se regrouper en intercommunalité, les seconds sont limités au seul champ du social et n'auront plus de compétence sur les territoires des métropoles de plus de 400 000 habitants. En clair, on remonte les niveaux de décision d'un cran. La décentralisation au plus près des territoires et des citoyens apparaît comme un gâchis dans la droite ligne d'une idéologie qui voit dans la démocratie un emmerdement, un coût, une irresponsabilité. La présence d'un million d'élus sur le territoire serait une survivance du passé et non un atout pour la revitalisation démocratique, la participation du plus grand nombre. L'enjeu serait plutôt redonner davantage de moyens aux élus pour exercer leurs mandats : moyens pour les collectivités, statut de l'élu, déjudiciarisation des relations sociales...

## La ville dense solidaire et écologique

La grande ville dense est promue par Balladur avec des pouvoirs de décision étendus. C'est au cœur d'une nouvelle compétitivité. Une ville ouverte, partagée, qui réunit logements diversifiés, services, cultures, formation est de fait aussi la seule réponse à la ségrégation, à l'exclusion et au réchauffement climatique.

La ville dense est à la fois la clé d'une réponse « compétitive » et le cœur d'une réponse alternative. Problème : comment rendre conciliable ville dense et partagée ? De fait, chaque fois que la ville se densifie (transports en commun, lieux de formation, espaces publics de qualité, lieux de culture, lieux de soins), on constate une flambée du foncier qui rend difficile la construction de logements sociaux. Des résistances sont mises en œuvre dans les villes qui sont confrontées à ces phénomènes et qui veulent continuer

d'être des villes pour tous. La pratique du droit de préemption calme – en partie – la flambée du foncier. Mais elle trouve ses limites dans les moyens des villes. Des établissements fonciers départementaux, régionaux sont créés pour aider au partage des terrains. Les collectivités se dotent d'outils pour combattre le caractère ségrégatif des lois du marché. Mais il faut penser plus global et à une autre échelle si l'on veut non seulement stopper l'éloignement des catégories populaires, mais permettre leur retour dans la ville. Cette question doit être abordée pour éviter de proposer et réaliser des villes qui seront denses (exigence écologique et de compétitivité) mais... ségréguées.

## ● CATHERINE TRICOT

(1) En annexe de ce numéro on trouvera un résumé des principales propositions de la commission Balladur, voir p.10.

## L'enjeu capital

Le comité Balladur se saisit d'une question cruciale : la place des territoires dans la compétition économique. La mondialisation a donné une place première aux villes et grandes métropoles. La France et l'Europe disposent avec Paris d'une des cinq grandes « ville-monde » (avec Londres, Tokyo, New York, Shanghai). Avec l'émergence de capitales régionales fortes, la puissance de Paris ne provoque plus « un désert Français ». Elle conforte l'espace français dans le monde. Sa vitalité n'est pas un enjeu des « Parisiens » mais national et européen.

Nicolas Sarkozy vient de mettre un frein aux propositions Balladur de fusionner Paris et les trois départements de petite couronne. Même son camp est divisé. Mais n'oublions pas que Nicolas Sarkozy fut maire de Neuilly, président du conseil général des Hauts-de-Seine : il est un élu francilien, de banlieue, d'une certaine banlieue. Il ne laissera pas le dossier dormir.

Plusieurs questions sont pendantes et Balladur y apporte un certain type de réponse.

L'agglomération parisienne est un territoire de production et de concentration de richesses considérables et, dans le

même temps, un territoire de relégation, où la ségrégation sociale et spatiale croît depuis vingt ans. Les révoltes des banlieues, en novembre 2005, ont révélé les limites de ce mode de développement. La réponse Balladur qui vise à rassembler Paris et la petite couronne en une seule unité administrative vise à l'homogénéisation du Grand Paris... Cela ouvre des perspectives d'élargissement de la rente foncière et repousserait encore les catégories populaires. A l'inverse d'une perspective d'égalité de tous dans la ville, d'accès de tous à « la centralité urbaine ». Patrick Braouezec, président de la communauté d'agglomération Plaine commune, propose une autre organisation de la région parisienne, qui ne soit pas centrée seulement sur Paris mais qui vise à développer des polarités fortes, une agglomération « multipolaire ». L'agglomération parisienne n'a pas d'espace politique pour conduire son devenir. Paris est une « petite » ville de 105 km<sup>2</sup> (Londres est 15 fois plus étendue). Son histoire sociale, politique et urbaine a produit un certain isolement qu'il faut surmonter. C'est à l'échelle de l'agglomération que doivent s'élaborer les stratégies transport, logement, développement économique, politique

environnementale. Depuis février 2009, 72 collectivités de la région parisienne ont lancé un syndicat d'études mixte ouvert. C'est un premier pas vers la recherche de solutions communes à l'échelle où se posent les questions. Il s'agit d'une alternative à la réunification autoritaire de l'espace aggloméré. Mais l'enjeu est désormais de conduire un débat politique sur l'avenir de cette agglomération. Pour cela, il faut de la confrontation de projets. On notera le silence assourdissant du collectif communiste depuis que ces débats sont lancés. Pourtant, le PCF ne compte pas pour peu dans la région parisienne. La droite n'a pas oublié la leçon des Versaillais : « *La commune sera battue quartier par quartier* ». Faute de construire une alternative et de la porter ensemble, les villes communistes pourraient bien à leur tour être battues, une à une. On notera cependant les premiers signes d'une réaction avec la publication d'un texte d'élus communistes et d'alternative citoyenne et la tenue prochaine d'une conférence de presse (2). ● C.T.

(2) Texte en annexe voir p.10-11. Notons que ce texte doit bien peu à la direction du PCF et beaucoup à l'initiative de Patrick Braouezec.

## Absurdité de la division de la gauche de transformation sur fond de mouvement social unitaire

**Le paysage de l'offre politique à gauche pour le scrutin de juin 2009 tend à se cristalliser. Sauf coup de théâtre souhaité par des milliers de citoyens et, entre autres, par la Fédération, la gauche de transformation sociale sera divisée, en particulier entre le NPA et la Front de gauche.**

**N**ouvel appel, lancé le week-end dernier, l'« Appel d'urgence au NPA, au PC et au PG » (lire dans ce numéro) a d'ores et déjà recueilli plus de 1000 signatures. Et d'autres initiatives sont en cours ou annoncées portant la même exigence. Mais le scénario est maintenant avancé, laissant place au jeu du renvoi réciproque des responsabilités sur la division de la gauche de gauche aux européennes.

### Course des petits ou ambition de changer le cours des choses

Peu importe, semble-t-il, que les uns et les autres s'exposent à ce que cette gauche qui ne transige pas avec le libéralisme soit réduite à la portion congrue au sein de la délégation française au prochain Parlement européen. On ne parle pas la même langue dans les états-majors des partis et dans le peuple militant du NPA, du PCF et du PG, et bien au-delà, où le désir d'unité ne cesse de frapper aux portes, de cogner aux fenêtres et de tarauder chacun. Les paris sur les résultats du concours entre les petites listes ont commencé, la gauche d'adaptation et l'écolo-libéralisme peuvent prospérer sur les dégâts du règne de Nicoléon 1<sup>er</sup>. Bientôt, on nous reprochera de démoraliser les troupes tout en continuant de cacher le poids des déterminations purement internes dans les choix des dernières semaines, toutes ambitions politiques de transformation du cours des choses passant,

comme en 2007, au second plan. Au chapitre des échanges diplomatiques, la demande de rencontre adressée le 10 février dernier par la Fédération au PCF et au PG a trouvé une forme de réponse, indirecte, avec une lettre adressée par Jean-Luc Mélenchon et Eric Coquerel (PG) aux Unitaires membres du Conseil national du PCF (lire les deux encadrés). Drôle de manière de prendre rendez-vous avec la Fédération, sur fond d'acceptation par le PG des conditions imposées par le noyau dirigeant du PCF pour le périmètre du Front. Néanmoins, la Fédération a bien sûr décidé de donner suite. Auparavant, le succès du meeting du Front de gauche au Zénith (6000 participants) et l'arrivée au sein du Front de Christian Picquet, figure de la minorité de l'ex-LCR et qui annonce le lancement d'une nouvelle force

**On ne parle pas la même langue dans les états-majors des partis et dans le peuple militant du NPA, du PCF et du PG, et bien au-delà, où le désir d'unité ne cesse de frapper aux portes, de cogner aux fenêtres et de tarauder chacun.**

politique, avaient ragillardé les militants du PC et du PG, avec l'espoir qu'une dynamique démentirait les résultats des premiers sondages. Du côté des Alternatifs, les militants sont, comme prévu, appelés à voter entre trois options : faire liste commune avec le NPA, faire liste commune avec le PC et le PG, ou s'abstenir sur la base du constat de la division ac-

tuelle. Résultat le 22 mars pour le premier tour, mais un second tour sera nécessaire dans le cas fort où aucune des options n'obtiendrait 50 % des exprimés au premier.

### Absurde division, besoin de changer la politique

Situation pour le moins complexe au niveau local, avec toutes les configurations possibles : comités et initiatives mettant en présence toutes les forces (du NPA au PC), têtes-à-têtes PC – PG, campagne solitaire du PC (et pas seulement là où il est seul présent), regroupements partiels soit en faveur de l'alliance avec le NPA, soit en faveur du Front de gauche... cette situation ne met-elle pas en lumière l'absurdité de cette nouvelle division électorale, et sa contra-

**La diversité des situations locales, du soutien au Front de gauche au soutien au NPA à toutes les formes de colères face à la désunion, révèle l'absurdité de cette nouvelle division dans le contexte d'un mouvement social unitaire.**

diction éclatante avec le soutien unitaire apporté aux mobilisations, notamment à la journée du 19 mars ? Au-delà du scrutin européen, n'est-ce pas la question de l'invention d'une nouvelle manière de donner force politique à la visée de dépassement du capitalisme et d'émancipation qui se trouve posée ?

● GILLES ALFONSI

*Cerises* est édité par les Communistes unitaires  
**contact.cerises@gmail.com**  
 Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain  
 Queues de Cerises : Michèle Kintz, Philippe Stierlin, Roger Martelli, Catherine Tricot, Arnaud Viviant  
 Avec la collaboration de Amandine Mathivet

PROPOSITIONS DES UNITAIRES  
DU PCF POUR SORTIR DE L'IMPASSE

**Extraits de la lettre adressée le 2 mars par les Unitaires du Conseil national du PCF à Jean-Luc Mélenchon (PG). Les dirigeants nationaux du PCF connaissaient ces propositions depuis le 11 février.**

«Lors de nos discussions avec les camarades du PG, au niveau local comme au niveau national, nous avons eu le sentiment d'une volonté partagée d'élargissement du Front de gauche. Nous sommes très préoccupés par ce qui se dessine pour l'échéance de juin, qui ressemble à ce que nous avons connu à l'occasion de la présidentielle en 2007: division et grave affaiblissement du camp de l'alternative. Il est encore temps, mais tout juste, d'éviter ce scénario catastrophique.

Oui, il est nécessaire de traduire en actes les intentions proclamées d'un front très large. Nous t'écrivons pour que soient clarifiées des questions apparemment bloquantes :

Celle de la "double appartenance" tout d'abord. Nous ne voulons pas faire de ce point la raison d'une discorde. La Fédération ne s'envisage pas comme un parti, pas plus que l'Association des communistes unitaires. Vous-mêmes avez vécu une forme de "double appartenance" avec PRS et le PS. Il y a dans l'histoire récente de nombreux précédents acceptés par tous. Refondations, qui réunissait des communistes et des socialistes, divergeait-elle dans sa nature de la Fédération ? Plus près de nous, Alternative citoyenne était un partenaire reconnu du PCF alors même que cette association politique compte en son sein des membres du PCF, des élus communistes. Il y a à la région Ile-de-France un groupe qui réunit des élus communistes et Alternative citoyenne, certains ayant été élus en 2004 avec la double étiquette.

Nous pensons que la porosité, l'hétérogénéité sociale et culturelle des organisations politiques est une condition de leur régénération. C'est notre conviction. Mais nous ne voulons pas faire de cette question un préalable. Nous l'avons indiqué de vive voix à Pierre Laurent, nous l'avons dit lors du dernier conseil national du parti, ce week-end. Nous te le redisons. Nous acceptons que, contrairement à 2004, les communistes membres de la Fédération qui seraient candidats le soient au seul titre du PCF... à condition bien sûr que soit levé l'oukase sur la Fédération. Patrick Braouezec l'a dit à Hervé Bramy quand celui-ci lui a demandé d'être candidat pour le parti.

Cela ayant été dit et redit, nous avons la conviction que cette affaire de la "double appartenance" est en réalité un prétexte de la direction du PCF, qui redoute de se retrouver prise dans un engrenage dont elle n'aurait pas la maîtrise. Sa crainte concerne parfois y compris la dynamique avec vous, avec des positions locales très diverses.

Depuis des semaines, le noyau dirigeant recherche des accords séparés avec des personnalités et des forces participant à la Fédération. Nous mettons en garde contre ce leurre : la recherche de débauchage est une impasse. Nous savons qu'elle n'aboutira pas.

De fait, la direction du parti semble commencer à en prendre conscience.

Le concept du Front de gauche (convergence et respect de la diversité) offre précisément les garanties à chacune des forces partie prenantes. (...)

L'annexe évoquait concrètement les conditions d'accord: coélaboration de la campagne, coconstruction des listes (y compris les questions de candidatures et d'étiquettes) et enjeux financiers, aucune question n'ayant à être taboue si le but de chacun des acteurs est bien de « sortir de l'impasse »...

LE PG ET LE BLOCAGE  
DU PCF SUR LA FÉDÉRATION

**Extraits de la lettre adressée le 9 mars par Jean-Luc Mélenchon et Eric Coquerel (PG) aux Unitaires du Conseil national du PCF**

«Vous avez, en tant que communistes "unitaires" du conseil national du PCF, voulu nous alerter sur le risque d'échec d'un Front très large pour les élections européennes. Si nous avons bien compris, pour éviter le "scénario catastrophe", il conviendrait d'élargir le Front à la 3<sup>e</sup> entité qu'est la Fédération.

Nous avons déjà fait connaître publiquement notre position sur cette question à partir du moment où votre parti, le PCF, refusait, vous le savez, que la Fédération apparaisse en tant que telle dans la campagne nationale du Front de gauche.

Mais les arguments de votre lettre et les propositions "pour sortir de l'impasse" que vous énumérez, tout comme les numéros récents de *Cerises*, nous interrogent sur votre approche d'un processus politique qui nous semblait pourtant correspondre à ce que vous défendez.

Pour toutes ces raisons, mais aussi parce que nous sommes certains que nous sommes d'accord sur l'essentiel, c'est-à-dire l'objectif à long terme d'un Front de gauche, nous pensons nécessaire de nous rencontrer pour débattre et éclaircir plusieurs des points que contient votre lettre.

Ce sera également l'occasion d'échanger nos arguments sur l'objet politique qu'est la Fédération qui, nous vous le disons en toute fraternité, n'est pas toujours facile à appréhender surtout dans le cadre d'une élection.

Nous profitons donc de votre courrier pour proposer une rencontre avec la Fédération. Mais pour l'intérêt de la discussion et pour avancer nous souhaiterions qu'elle se fasse avec des représentants de toutes les composantes de la Fédération réunies en même temps (ACU, Alternatifs, Alter Ekolo, Ecologie Solidaires, CNCU, ADS, Utopia...).

C'est pourquoi nous allons adresser cette lettre en copie aux responsables de ces différentes structures ainsi qu'au secrétariat de la Fédération».

## APPEL D'URGENCE AU NPA, AU PC ET AU PG

# Réaliser ensemble une campagne unitaire pour les élections européennes, c'est possible !

## Un appel de militant-e-s, de citoyen-ne-s et d'élu-e-s de gauche de diverses sensibilités. Pourquoi faut-il un large front unitaire ? Nous le savons bien quand même !

**F**ACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE ET À LA CRISE ÉCOLOGIQUE, avec leurs conséquences sociales terribles, face à l'implacable volonté de détruire les solidarités et d'attenter aux fondements mêmes des sociétés, en France, en Europe et dans le monde, nous soutenons la construction d'un front le plus large possible dans les luttes, notamment dans la perspective de la mobilisation du 19 mars, et dans les urnes, à l'occasion des prochaines élections européennes. Les choix de l'Union européenne : aider les banques mais abandonner la masse de la population et se détourner des problèmes posés pour l'avenir même de la planète. Ces choix économiques, sociaux, politiques et éthiques, – du TCE de 2005 au Traité de Lisbonne – sont complices du capitalisme mondialisé et des politiques mortifères d'accompagnement de la crise.

**DANS LES MOBILISATIONS, LES MOUVEMENTS SOCIAUX, LES DÉBATS, PARTOUT LA VOLONTÉ D'UNITÉ S'EXPRIME ET DE PLUS EN PLUS SOUVENENT SE CONCRÉTISE.** C'est vrai à la Guadeloupe, à la Martinique ; c'est vrai dans les luttes universitaires et dans de nombreuses initiatives, comme l'Appel des appels. Ces mobilisations doivent, dès que possible, trouver une expression politique dans les urnes. Nous voulons y contribuer.

A l'occasion des élections de juin 2009, un souffle citoyen peut contrarier ces politiques d'un autre siècle. Il faut battre la droite et contester la fausse alternative du social-libéralisme. Ce scrutin de juin peut être un moment fort de contestation du capitalisme et sera l'occasion de confirmer la volonté d'une alternative sociale et écologique.

Il reste quelques semaines pour que ceux et celles qui veulent une autre politique se rencontrent et décident de faire front ensemble, le plus large possible !

Pour que le mouvement social qui chemine depuis les grandes grèves de 1995 se donne une expression politique, il faut changer la donne par une dynamique unitaire, en prolongeant celle qui a permis la victoire du « non » de gauche au TCE en 2005, et en regroupant bien au-delà. La crise du capitalisme confirme que nous avons raison de combattre cette vision de l'Europe. Songeons bien que nous avons une très grande responsabilité: si un espoir d'alternative n'émerge pas, vraiment à gauche, la crise politique et sociale pourrait trouver une sortie très à droite.

**NOUS AVONS DES ENGAGEMENTS DIFFÉRENTS, MAIS, POUR RÉPONDRE À LA SITUATION POLITIQUE INSUPPORTABLE, AUCUNE FORCE POLITIQUE DE LA GAUCHE DE GAUCHE N'A LE DROIT DE FAIRE ÉCHOUEUR CE QUI EST POSSIBLE.**

Le PCF et le PG ont lancé un appel à un « Front de gauche ». Le NPA vient de « réaffirmer ses propositions unitaires ». Nous disons: chiche !

Maintenant, il y a urgence: il s'agit de mettre en place un cadre pour coélaborer une campagne, avec la participation des forces sociales et politiques qui le voudront. Le PC et le PG doivent par exemple répondre clairement à la Fédération qui demande à être considérée comme un interlocuteur.

Oui, de très nombreuses forces politiques, sociales, syndicales, associatives, citoyennes, partagent en commun le même objectif d'une autre Europe, sociale, démocratique, féministe, antiraciste, altermondialiste, écologiste.

Et nous n'acceptons pas que cela soit

rendu impossible par des tactiques à courte vue.

**POUR REFUSER LA DIVISION, NOUS DEMANDONS QU'UNE RENCONTRE AIT LIEU ENTRE TOUS LES COURANTS DE LA GAUCHE DE TRANSFORMATION SOCIALE** (Nouveau parti anticapitaliste, Parti de gauche, Parti communiste français, Fédération,...), afin de réaliser, et proposer à des composantes des mouvements sociaux, un front d'unité, le plus large possible, aux élections européennes.

Le souci de ne pas agir pour un simple « coup électoral sans lendemain » est largement partagé, d'autant que personne ne peut prévoir aujourd'hui l'état des forces de gauche pour le 2<sup>e</sup> tour des régionales de 2010.

Mener campagne ensemble serait, si aucune direction politique ne vient le rendre impossible, l'occasion de changer le rapport des forces dans la gauche, avec la possibilité d'un score à deux chiffres, et permettre que s'expriment ensemble les exigences des mouvements sociaux. Cela permettrait de réaliser un collectif d'unité pour le soutien à la campagne, au sein duquel, nationalement et localement, pourraient prendre place toutes les forces militantes concernées, politiques, associatives, syndicales, citoyennes.

C'est d'ailleurs certainement la meilleure façon de constituer une alliance durable des forces porteuses d'une alternative au système, s'unir sur ce qui fait accord, en continuant à débattre ce qui fait problème, agir ensemble, mieux se connaître et consolider un cadre durable d'action, sur le plan politique, complémentaire de toutes les mobilisations sociales.

**Pour lire le texte intégral et signer:**  
<http://appel-europe.tout-e-s.org/>

## **UN APPEL UNITAIRE D'ORGANISATIONS POLITIQUES POUR SOUTENIR LA JOURNÉE DU 19 MARS**

# **La victoire des Guadeloupéennes et des Guadeloupéens en appelle d'autres**

### **Face à Sarkozy et au MEDEF amplifions la mobilisation !**

**L**E MOIS DERNIER, 90 000 CHÔMEURS DE PLUS, 350 000 SUPPLÉMENTAIRES DÉJÀ PRONOSTIQUÉS par les statistiques officielles, pas une semaine sans l'annonce de nouveaux plans de licenciements...

Chaque jour qui passe confirme l'ampleur et la gravité de la crise qui pèse sur la population à commencer par les salariés du public et du privé, les chômeurs et les retraités.

Chaque jour qui passe confirme aussi le danger qu'il y aurait à laisser se poursuivre la mise en œuvre des choix du gouvernement actuel qui, loin de combattre les racines de cette crise, continue, au contraire de l'alimenter, continue de nous la faire payer et s'enfonce dans une dérive autoritaire pour imposer ses choix !

**L'ARGENT, PAR MILLIARDS D'EUROS, CONTINUE DE CIRCULER À SENS UNIQUE :** tout pour les financiers et les grands patrons, les miettes pour le monde du travail !

Les robinets sont grands ouverts pour éponger les pertes des Caisses d'épargne et des Banques populaires sur les marchés financiers spéculatifs et financer leur fusion en nommant un PDG sous contrôle de l'Elysée. Ils le sont encore pour renflouer les groupes automobiles en les laissant continuer à licencier et à développer le chômage partiel (20 000 suppressions d'emplois annoncées !). Mais ils sont fermés pour l'université et la recherche, l'hôpital et la santé, le logement social, les salaires et les retraites, l'ensemble des services publics.

**CELA SUFFIT! C'EST SOCIALEMENT INTOLÉRABLE, ÉCONOMIQUEMENT INEFFICACE ET POLITIQUEMENT INADMISSIBLE.**

Ce n'est pas au monde du travail, à la population de payer la crise! La journée du

29 janvier comme le mouvement aux Antilles, en Guyane et à la Réunion portent clairement ce message et l'exigence d'un changement de cap, notamment sur les questions des salaires, de l'emploi et des services publics.

**LES MOBILISATIONS IMPOSENT DE PREMIERS RECULS AU GOUVERNEMENT.**

**NOUS SALUONS LA VICTOIRE DES GUADELOUPEENS,** notamment sur l'augmentation de 200 euros pour les bas salaires et sur les mesures contre la vie chère. Nous saluons le mouvement à l'université qui a obtenu le gel, pour deux ans, des suppressions de postes d'enseignants-chercheurs.

**PLUS LÉGITIME QUE JAMAIS, L'EXIGENCE DE CHOIX POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, ÉCOLOGIQUES ET SOCIAUX DIFFÉRENTS GRANDIT DANS LE PAYS, EN EUROPE ET DANS LE MONDE.** Elle conteste et combat les logiques de la mondialisation capitaliste, les appétits de profits et de rendements financiers exorbitants et la mise en concurrence basée sur le dumping social et fiscal.

Des mobilisations importantes continuent de se déployer et de se renforcer. C'est vrai dans l'université, la recherche, la santé, la poste et d'autres secteurs publics. C'est vrai dans de très nombreuses entreprises privées où les plans de licenciement, de chômage partiel et de compression salariale frappent quotidiennement. Tout cela confirme le besoin d'unité pour construire le rapport de force le plus large.

Si la grève en Guadeloupe a fini par être entendue, la surdité du président de la République, du gouvernement et du Medef à l'égard des revendications que la journée d'action unitaire du 29 janvier et les grèves dans l'ensemble des Antilles et à l'île de la Réunion ont portées, continue.

Dans ces conditions, les organisations syndicales ont unanimement confirmé la tenue d'une grande journée de grèves et de manifestations le 19 mars prochain.

Conscientes que l'unité est une force essentielle face à l'obstination gouvernementale et patronale, comme le montre le mouvement des Antilles, les organisations de gauche signataires de ce texte appellent à soutenir et à amplifier ces mobilisations, à réussir le 19 mars une très grande journée de protestation et de propositions, plus forte encore que celle du 29 janvier.

Elles souhaitent contribuer, dans la diversité de leurs positions, à amplifier dans ces mouvements, le débat et l'action sur les nouveaux choix politiques alternatifs aux logiques actuelles nécessaires et utiles pour répondre aux mobilisations sociales.

Cela concerne notamment l'opposition aux suppressions d'emplois et à la précarisation, dans le privé comme dans le secteur public, l'augmentation des salaires, du Smic, des minima sociaux et des retraites; la défense et le développement des services et de l'emploi publics; la réorientation des richesses du pays vers le développement de productions et de services susceptibles d'engager notre pays dans un tout autre mode de développement fondé sur la satisfaction des besoins sociaux dans le respect des équilibres écologiques.

**Signataires :** Les Alternatifs, le NPA, le PCF, le PCOF, le Parti de gauche, le PS, MRC, La Fédération, la Coordination nationale des collectifs unitaires (CNCU), Alternative Démocratie Socialisme (ADS), Alter-Ekolos - Ecologie Solidaire, Association des communistes unitaires (ACU).

## 100 jours, 100 contributions (suite)

GÉRALD BRIANT, MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL DU PCF,  
ADJOINT AU MAIRE DE PARIS 18<sup>E</sup>

### Zénith : l'arc est encore trop étroit

Après le succès du Zénith, amplifier la dynamique unitaire. Le meeting de lancement du Front de gauche au Zénith a fait du bien. Pour la première fois, il a été donné à voir la construction en acte d'un rassemblement ayant l'ambition d'offrir un débouché politique crédible et à vocation majoritaire au mouvement social, à la formidable victoire du 29 mai 2005. Certes l'arc est encore bien trop étroit – il manque du monde – mais ne boudons pas notre plaisir ; ce n'était pas anodin de voir une salle de 6000 personnes reprenant joyeusement le mot d'ordre « unité, unité » pour saluer le ralliement de Christian Picquet et de ses amis à notre démarche. Chacun le sait, ce n'est pas la stricte addition des forces qui fera la force de notre rassemblement. Sa réussite dépend de la dynamique que nous engagerons, de notre capacité à nous ouvrir pour élargir toujours plus notre rassemblement. L'heure est grave ; nous vivons une des plus graves crises que le capitalisme ait portées. Elle est aussi propice au rassemblement. Sachons saisir cette opportunité. 🍷

MIREILLE FANON-MENDÈS-FRANCE,  
MILITANTE ASSOCIATIVE

### Tout est possible...

Penser que tout est possible depuis la mobilisation de 2005 contre le TCE est illusoire, n'en déplaise à certains... Le temps de cette mobilisation est révolu. Si nous avons, au cours et depuis cette époque, appris à nous parler, nous écouter, nous entendre, cela n'est pas suffisant pour établir une autre façon de faire de la politique et de se vivre en politique. Aujourd'hui, il est indispensable d'établir des ruptures pour construire des alliances avec ceux qui ont le bien commun et l'intérêt de l'humanité en préoccupation essentielle; rien ne sera possible si elles ne sont basées que sur de la reproduction de domination ou sur de la course au pouvoir. Dès lors, il semble prématuré pour la fédération, en l'état actuel des rapports de force et de l'urgence dans laquelle nous plonge la crise économique, de s'investir dans une telle course sachant que la représentation politique est elle aussi en crise. Ne vaut il pas mieux prendre le temps de construire durablement la Fédération et d'affirmer les valeurs qu'elle entend porter afin de faire entendre la voix des transformations sociales et du changement. 🍷

FRANÇOIS LONGÉRINAS,  
JOURNALISTE, ECOLOGIE SOLIDAIRE

### Amorcer une dynamique unitaire

«Au cœur des institutions... pour mieux préparer l'alternative.» Pour répondre à l'urgence des crises écologique et sociale, l'unité des forces de transformation est plus que nécessaire, elle est vitale. Il est de notre responsabilité que se rassemblent tous ceux et celles qui sont prêts à s'engager dans les institutions, afin de peser ici et maintenant sur les politiques publiques. Sans oublier, dans notre diversité, de jeter les bases d'une alternative politique. Les élections européennes de juin sont une occasion d'amorcer cette dynamique unitaire. 🍷

MONIQUE DENTAL, FÉMINISTE

### Une liste unitaire pluraliste

Il est des rendez-vous à ne plus manquer. Qu'avons-nous fait de cet espoir de porter la parole des citoyen-n-es qui ont mené en commun la réflexion et le combat pour le "non" au TCE ? Tirer les leçons des erreurs commises, nous le pouvons aujourd'hui, en constituant une liste unitaire pluraliste de toute la gauche alternative au capitalisme libéral aux prochaines élections européennes. Ainsi, nous ouvrirons des perspectives tant attendues pour construire, comme nous nous y étions engagé-e-s, une autre Europe qui intègre l'apport du féminisme et des droits des femmes au cœur du projet démocratique des institutions de l'Union. Le réseau féministe « Ruptures » lutte pour obtenir une harmonisation législative qui garantirait les mêmes droits à l'IVG et à la contraception pour toutes les femmes vivant dans une Europe de paix, sociale, laïque, démocratique, égalitaire, solidaire et paritaire. Pour cela, nous devons remettre en cause le Traité de Lisbonne (ratifié par la France au mépris du peuple français qui l'avait rejeté majoritairement) parce qu'il est imprégné notamment de l'héritage religieux, du « droit à la vie » ainsi que les positions abolitionnistes de l'UE sur la prostitution parce qu'ils sont autant d'armes contre les droits des femmes si chèrement acquis. 🍷

ALAIN FARADJI, ANIMATEUR DE MOUVEMENT GAUCHE UNITAIRE

### Agir en commun

74000 chômeurs supplémentaires en Grande-Bretagne, 90000 en France, 160000 en Pologne, 198000 en Espagne, 387000 en Allemagne ... pour le seul mois de janvier. Aucune société ne peut supporter un tel fléau sans se désagréger. L'histoire nous enseigne qu'un système social agité de tels soubresauts connaît tôt ou tard une crise politique. Reste à savoir si elle se dénouera à gauche ou à droite voire très à droite. Cela dépendra en partie de notre capacité à porter dans l'unité un programme de transformation sociale pour les luttes et pour les élections. Il faut donc faire front, et ça commence maintenant ! 🍷

LAURENT LÉVY, ASSOCIATION COMMUNISTES UNITAIRES

### Agir en commun

La création presque simultanée du Parti de Gauche, du NPA, et de la Fédération, même si elle traduit la diversité des approches politiques et le maintient d'une certaine division de la gauche radicale, tend à diminuer son éparpillement et éclaircir les possibilités de son rassemblement. Deux objectifs doivent être poursuivis : celui de la constitution d'une grande force unitaire, permettant de donner au plus grand nombre de celles et ceux qui luttent pour changer le monde une culture commune et à la faire partager par une majorité significative, et celui de la constitution, à chaque fois que cela se révèle possible, des fronts les plus larges de toutes les forces qui peuvent s'entendre sur des objectifs communs. Le propre d'un front est d'associer des forces qui peuvent diverger sur diverses questions stratégiques, mais peuvent, sur une question déterminée, agir en commun. Rien ne justifierait que l'ensemble des forces de la gauche radicale se présentent en ordre dispersé à l'occasion des prochaines élections européennes, alors qu'elles ont su, à l'occasion du référendum de 2005, adopter une position commune. 🍷



### «La politique des quotas, c'est cette France là...»

Le 6 mai 2007, salle Gaveau, Nicolas Sarkozy fait son discours sur son élection présidentielle et déclare «... nous déciderons ensemble d'une politique d'immigration maîtrisée et d'une politique de développement ambitieuse». Suite à cela, est créée, le 18 mai, le ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement avec à sa tête Brice Hortefeux. C'est de cette France-là, dont souhaite nous parler cet ouvrage réalisé par un collectif de journalistes, d'acteurs sociaux, désireux de présenter, sous la forme de quatre volumes, un état des lieux de la politique d'immigration menée depuis 2007. Dans ce premier tome, la période de mai 2007 à juin 2008 est passée au peigne fin par les auteurs qui se donnent pour mission de comprendre si cette politique, annoncée comme un tournant, marque radicalement un changement vis-à-vis des gouvernements précédents et ainsi de pointer de façon pragmatique les formes prises par cette rupture. L'ouvrage est construit autour de quatre grandes parties, où sont décrites les personnes qui subissent de plein fouet la politique d'immigration, via quatre-vingts portraits de personnes relatant leur parcours du combattant pour la régularisation ; mais c'est surtout le discours et les pratiques de ceux qui pensent et qui mènent cette politique au quotidien qui sont décortiqués par les auteurs. Ces derniers prennent pour hypothèse l'idée que l'immigration, en politique, est un faire-valoir du volontarisme souhaité par le chef de l'Etat. Preuve en est l'implication plus que souhaitée et la pression menée auprès des préfets, mais aussi du personnel de l'ANPE par exemple, afin que tous participent à la bonne application de la politique migratoire du gouvernement. Celle-ci prend comme fondement de base l'idée manichéenne qu'il y aurait une bonne et une mauvaise immigration : l'une « choisie » et l'autre « subie ». Cet ouvrage nous offre ainsi une reconstitution de la logique des discours et des pratiques de cette politique migratoire, celle du chiffre, des quotas, qui mesure son efficacité notamment, et surtout, par le nombre de reconduites aux frontières. Quid de l'intégration, du développement solidaire, du respect de l'Etat de droit... Ce travail collectif se veut démonstratif et s'inscrit dans une démarche de participation à sensibiliser l'ensemble des citoyens, mais aussi à interpeller les élus, exécutants de cette politique migratoire, à se rendre compte de ses méfaits et du contrôle total que ses penseurs imposent. ● A.M.

*Cette France-là*, 06/05/2007-30/06/2008, volume 1, Diffusion La Découverte, 2009, 448p. (15 euros)

Collectif issu de l'Association Cette France-là : [www.cettefrance-là.net](http://www.cettefrance-là.net)

### Casse-toi pov'con !

La photothèque du mouvement social vient de se doter d'un nouvel autocollant. Les manifestants seront invités à le coller pendant les manifestations, nombreuses ces semaines prochaines. Retrouvez-le, diffusez-le et téléchargez-le sur le site de la photothèque du mouvement social ou sur le blog de [Patrice Leclerc](http://Patrice Leclerc).

# Et là? Tu m'vois !



[www.phototheque.org](http://www.phototheque.org)

**Billet d'humeur.** Clémentine Autain s'est lâchée sur son blog ce vendredi. Elle y dénonce l'absurdité - «c'est grotesque», avance-t-elle- de la division aux élections européennes. Extraits : «Les calculs à courte vue, les intérêts boutiquiers et le sectarisme (d'où qu'il vienne) m'emmerdent plus que jamais et me consternent. Une fois de plus, la gauche radicale apparaîtra divisée et incohérente, alors que le scrutin des européennes était pour elle un boulevard, particulièrement propice à se faire entendre, surtout dans un contexte de crises. Comble de l'absurde : le risque de n'avoir aucun (ou presque) euro-député incarnant une gauche de refus de la logique du Traité de Lisbonne existe (...) Dans ce contexte, chacun com-

prendra que ce sera sans moi. Je ne jette pas l'éponge, loin de là, pour me battre contre la politique de Sarkozy, prendre une part active dans les mobilisations sociales et contribuer à faire vivre la voix d'une gauche rouget et verte. Je refuse juste, comme à la présidentielle, de choisir un camp parmi ce que je considère comme ma famille politique. Une fois de plus, nous risquons d'avoir affaire à une compétition de nains politiques et de perdre en lisibilité et efficacité (...) Dès les européennes passées, il faudra reconsidérer le champ des possibles (...) Du coup, je manifeste, je lis, j'écris, je rencontre plein de monde pour discuter de cet avenir. Qui nous appartient, évidemment.» L'intégralité du billet sur [www.clementineautain.org](http://www.clementineautain.org)

## 1-Les principales mesures proposées par la commission Balladur

### DÉCOUPAGE

Le nombre de régions métropolitaines serait ramené de 22 à 15.

Plusieurs départements se rapprocheraient de régions différentes de celles de leur rattachement actuel, comme Loire-Atlantique, aujourd'hui en Pays de la Loire, Oise (Picardie), Loiret (Centre).

Un Grand Paris serait créé par fusion de la capitale avec Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne.

Les cantons seraient supprimés et remplacés par des territoires qui ne seraient pas pour autant les circonscriptions législatives: il faudra donc d'ici à 2014 un «découpage» territorial. Huit nouvelles métropoles verraient le jour: Marseille, Lyon, Lille, Toulouse, Bordeaux, Strasbourg, Nice, Nantes.

### ÉLECTIONS

Des élections municipales et des élections territoriales, remplaçant régionales et cantonales, auraient lieu en 2014.

Certains conseillers territoriaux (les premiers de liste par exemple) seront à la fois conseillers régionaux et conseillers généraux, d'autres uniquement conseillers généraux.

Le mode de scrutin territorial pourrait faire une différence entre zones urbaines et zones rurales.

Les prochaines élections locales auront lieu à la date prévue : 2010 pour les régionales et 2011 pour les cantonales, mais le mandat des conseillers régionaux élus en 2010 sera rac-

courci à quatre ans et celui des conseillers généraux élus en 2011 à trois ans.

### COMPÉTENCES

Régions et départements perdraient la clause de compétence générale. Le rôle des régions pourrait être recentré sur le développement économique, l'aménagement du territoire, les transports et un «bloc éducation».

Les communes garderaient des compétences inchangées.

### GRAND PARIS

Le «Grand Paris», fusionnant la capitale et les trois départements de la petite couronne (92, 93, 94) créés à l'automne 1967, après la disparition des départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, entraînerait la disparition des communautés d'agglomération existantes (Plaine Commune, Val de Seine, Val de Bièvre).

Il permettra la mutualisation des ressources, comme les droits de mutation, importants à Paris, ou la taxe professionnelle, abondante dans les Hauts-de-Seine.

Le Grand Paris pourrait avoir des compétences en matière de transport, par délégation du Stif (Syndicat des transports d'Ile-de-France) qui est maintenu ;

Son président serait élu au suffrage indirect par 135 conseillers territoriaux (45 pour Paris et 30 pour les trois autres départements).

## 2-Réforme institutionnelle : la riposte

**E**ducation, justice, santé, culture, institutions, emploi, économie... Tous les pans de notre société subissent aujourd'hui des réformes sans précédent, menées au pas de charge. Ces réformes ont des conséquences directes pour les citoyens. Ainsi de la loi sur le logement dite «loi Boutin», synonyme pour les classes populaires et moyennes de surloyers parfois exorbitants. Ainsi de la loi sur les franchises médicales, qui

taxe un peu plus les soins et les médicaments. Ainsi de la réforme des retraites qui rallonge la durée de cotisation. Ainsi encore de la réforme de l'école et du doute qui plane sur la scolarisation des moins de 3 ans, qui serait remplacée par des jardins d'enfants, sans encadrement par des enseignants. Ainsi, enfin, de la réforme de l'assurance chômage, qui réduit les durées d'indemnisation et en durcit les critères... Les mesures entreprises, le plan de relance gouvernemental, tout cela n'est qu'une manière pour l'Etat d'instaurer toujours plus de libéralisme, et de gouverner le pays comme on dirige une entreprise dans l'intérêt d'une minorité qui accumule scandaleusement toujours plus de richesses.

La France ressemble de plus en plus à une société anonyme soumise à des critères de rentabilité financière, de moins

en moins à une démocratie pluraliste. La réforme des institutions et des collectivités locales sur laquelle a travaillé un comité piloté par Edouard Balladur, de même que la fin programmée de la taxe professionnelle, s'inscrivent elles aussi dans cette idéologie. Sous couvert de simplification, ce n'est ni plus ni moins qu'une suppression d'un certain nombre de collectivités accompagnée d'une recentralisation du pouvoir qui est annoncée. Si l'Etat tient tant à affaiblir, diviser voire supprimer certaines collectivités territoriales, c'est que celles-ci ont démontré leur efficacité en termes de services publics à la population, de solidarité, de lien social, d'aménagement du territoire. Est-il nécessaire de rappeler que les collectivités effectuent 73% de l'investissement public en France, avec toujours plus de responsabilités transfé-

rées par l'Etat – sans toutefois bénéficier des transferts de ressources correspondantes ? Faut-il redire à quel point les différentes collectivités sont un maillon essentiel de la démocratie, garantes de la proximité entre élus et citoyens ? L'annonce récente de la suppression de la taxe professionnelle, qui représente près de 50% de leurs ressources en moyenne, est synonyme d'asphyxie financière pour nombre d'entre elles. Cette mesure, en asséchant les capacités d'investissement des collectivités, contribuera ainsi non pas à favoriser la création d'emplois mais bien au contraire à la pénaliser lourdement. D'ailleurs, dans cette dernière décennie, les entreprises, en particulier les plus grandes, se sont vu gratifier de multiples exonérations de charges et d'impôts, notamment sur la taxe professionnelle. Qu'ont-elles fait de cet argent détourné du service public ? Améliorer la décentralisation, revoir les relations entre l'Etat et les collectivités d'une part, les relations entre collectivités d'autre part, optimiser les synergies de travail, mieux répartir les richesses et les ressources financières, nous y sommes favorables. Nous sommes néanmoins catégoriques : cela ne peut se faire sans concertation, en tenant les élus et les citoyens concernés à l'écart ; cela ne peut se faire non plus au nom d'une idéologie qui asservit la société française à la rentabilité quitte à remettre en cause des pans entiers de la démocratie. Nous voulons attirer l'attention de toute la population et de tous les élus, au-delà des appartenances politiques, sur le caractère particulièrement rétrograde et antidémocratique du pouvoir actuel qui place tout sous son contrôle : médias privés, audiovisuel public, justice, Parlement, et maintenant collectivités territoriales. Sous la V<sup>e</sup> République, jamais un président n'avait bafoué à ce point les règles élémentaires de la Constitution.

C'est pourquoi nous nous adressons à l'ensemble des citoyens et aux élus. Une conférence de presse se tiendra en mars 2009 pour engager cette réflexion. Rassemblons-nous au-delà de nos appartenances, quelles qu'elles soient. Il en va de l'avenir de notre modèle social comme de nos institutions démocratiques.

### Liste des Signataires

Elus Communistes,  
Alternatifs, Citoyens, Républicains  
AMIABLE Marie-Hélène,  
maire de Bagneux  
ARDJOUNE Madani,  
conseiller régional  
ARROUZE Aline, conseillère de Paris  
AOUNIT Mouloud, conseiller régional  
ASENSI François, député, maire de Tremblay en France  
BAGAYOKO Bally, vice-président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis  
BEAUDET Pascal, conseiller municipal d'Aubervilliers, conseiller communautaire  
BEAUMALE Michel, maire de Stains  
BELIN Elisabeth, conseillère municipale de Saint-Denis, conseillère communautaire  
BILLOUT Michel, sénateur  
BONTOUX Jean-Pierre, conseiller général de la Seine-et-Marne  
BOURGOIN Jacques, maire de Gennevilliers  
BRAFMAN Jean, conseiller régional  
BRAOUEZEC Patrick député, président de Plaine Commune  
DAUMIN Stéphanie, conseillère municipale de Chevilly-la-Rue  
DAVISSE Daniel,  
maire de Choisy-le-Roi  
DEL MONTE Gérard, conseiller municipal d'Aubervilliers  
DESBIENDRAS Daniel, maire-adjoint de Villetaneuse, conseiller communautaire  
DUPONT Corinne, maire de Mitry-Mory  
FAVIER Christian, président du conseil général du Val-de-Marne  
FLANDRIN Joël, Conseiller Municipal de l'Île-Saint-Denis, conseiller communautaire  
FRAYSSE Jacqueline, députée  
GARNIER Laurent, vice-président du conseil général du Val-de-Marne  
GATIGNON Stéphane,  
maire de Sevran  
HAYE Florence, conseillère générale de la Seine-Saint-Denis  
JARRY Patrick, maire de Nanterre  
JOSSO Joël, conseiller municipal de Villeneuve-le-Roi  
JUSTE Carinne, maire de Villetaneuse  
KELLNER Karina, maire-adjointe de Stains  
LAPORTE Pierre, vice-président du conseil général de la Seine-Saint-Denis  
LANGLADE Francis, maire-adjoint de Saint-Denis  
LE GLOU Jean-Paul, vice-président de Plaine Commune  
MARGATE Catherine,  
maire de Malakoff  
NICOLAS Claude, conseiller municipal de Saint-Maurice  
PAILLARD Didier,  
maire de Saint-Denis  
PERREUX Jacques, conseiller général du Val-de-Marne  
PEU Stéphane, vice-président de Plaine Commune  
PLANQUE Paul, maire-adjoint de Saint-Ouen  
POUX Gilles, maire de la Courneuve  
QUAY-THEVENON Pierre, vice-président de Plaine Commune  
RALITE Jack, sénateur  
ROLAND Nelly, maire de Villepinte, conseillère générale de la Seine-Saint-Denis  
ROUILLON Jacqueline, maire de Saint-Ouen, conseillère générale de Seine-Saint-Denis  
RUSSEL Anthony, conseiller municipal La Courneuve, conseiller communautaire  
STAAT Max, conseiller municipal d'Arcueil  
TAIBI Azedine, vice-président du conseil général de la Seine-Saint-Denis  
TALLET Maud,  
maire de Champs-sur-Marne  
TENDRON-FAYT Muriel, vice-présidente de Plaine Commune  
TORDJMAN Patricia,  
maire de Gentilly  
VILLIERS Claire, conseillère régionale  
VOGUET Jean-François, sénateur, maire de Fontenay-Sous-Bois  
VALLADE Michel, maire de Pierrelaye  
ADEC93

**Saint-Denis, le 24/02/2009**